

OMC, élevage, riz, coton,...

Un des objectifs importants de Défis Sud est d'informer les partenaires de SOS Faim, dont les réseaux forment l'essentiel de notre lectorat dans l'hémisphère sud, de l'évolution des actualités paysannes à travers le monde. L'agriculture, en effet, est une question importante pour les générations futures. Vous pouvez également contribuer à la réalisation de cette rubrique en envoyant vos informations paysannes à la rédaction de Défis Sud (d.sud@sosfaim.be). Les informations retenues seront publiées sur le site de SOS Faim (www.sosfaim.be).

► Bernard Njonga « au cœur » de l'OMC

Le Camerounais Bernard Njonga, président de l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs, une organisation camerounaise rendue célèbre pour son combat contre les importations massives de poulets congelés en Afrique, a eu la chance de faire partie de la suite du ministre du Commerce camerounais à la 6^{me} Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Hong Kong, du 13 au 18 décembre 2005. Le fait d'avoir été intégré dans la délégation officielle lui a permis de participer à toutes les rencontres préparatoires nationales et sous-régionales. Il pouvait, en tant que délégué, accéder à tous les lieux de négociation et apprendre « comment ça se passe ». S'étant entretenu avec Rob Portman (chef de la délégation américaine), Peter Mandelson (commissaire européen au Commerce) et le ministre du Commerce chinois Bo Xilai, Bernard Njonga a constaté « combien toutes ces élites croient dur comme fer à ce qu'ils pensent et disent... Même si à l'extérieur, des paysans coréens crient à la mort de l'OMC. »

« A défaut de ne rien obtenir, les Africains ont obtenu ce qui ne leur sert à rien. », estime Bernard Njonga. « J'ai particulièrement mal vécu les négociations sur le coton. D'abord lorsque les Américains ont rencontré le « groupe des quatre » africains en négociation bilatérale. Trente-cinq membres de la délégation américaine étaient présents face à huit Africains, alors qu'on parle de 25 000 contonculteurs américains contre 10 millions de leurs homologues africains. Ensuite, lors de la session sur le coton, les ministres africains ont défilé à la tribune pour décrier (parfois avec une émotion excessive) les subventions américaines, sans qu'aucun parmi eux ne revendique des subventions pour les contonculteurs africains. Je préfère encore une campagne pour les subventions aux producteurs africains

que contre les subventions aux américains. Ce serait au moins une campagne positive. »

Avec ce don de la provocation mesurée et de l'ironie qui le caractérise, Bernard Njonga dit avoir « aimé la manière décidée, même si parfois arrogante, avec laquelle les Américains défendent les subventions à leurs producteurs. Les Européens ont eux aussi fait la part belle à leurs producteurs. C'est tout à fait dans l'ère du temps de défendre les subventions aux producteurs...sauf peut-être en Afrique. »

Et que dire du monde des ONG ? « Sans rien, mais alors rien enlever à l'engagement individuel et même collectif des personnes qui les composent, vous allez peut-être me trouver sévère », estime Bernard Njonga. « Il faut le dire, le contraste avec le monde du dedans est saisissant. Aucune organisation/préparation digne d'influer. Un cafouillage et des clivages contreproductifs, chacun jouant sa partition ou peut-être son existence. Il était évident que les ONG ne s'étaient pas véritablement préparées pour agir ensemble à Hong Kong. Et ceux d'en face le savaient. Normal donc que tout se passe comme si les organisateurs de la conférence aménagent une place aux ONG pour légitimer ce qui se passe. En matière d'organisation et d'expression, les paysans coréens qui criaient « mort à l'OMC » dans la rue ont fait part d'une organisation exemplaire. Même si c'est grâce ou à cause d'eux que j'ai pu goûter au gaz lacrymogène. » Bernard Njonga conclut qu'à « une organisation, nous devrions opposer une organisation. D'après ce que j'ai vu à Hong Kong, tel ne semble pas encore être le cas. Face à une machine comme l'OMC, les ONG ont encore beaucoup de lacunes pour espérer influencer véritablement sur le cours des négociations. A quand les Etats généraux des ONG ? »

A quand une véritable stratégie mondiale de plaidoyer pour les ONG ? »

Le dernier numéro du bulletin quotidien rédigé par le Gret et le CTA passe en revue les différents points du compromis final de la négociation agricole, en rappelant que ce compromis est jugé par la plupart des délégations comme insuffisant, mais à prendre comme une étape d'un processus dont la prochaine échéance sera le 30 avril 2006.

Rapport du Gret sur : http://www.gret.org/news/hongkong/HKD_n7_181205_fr.pdf

► L'importance des politiques d'élevage

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié une intéressante série de notes d'orientation sur les politiques d'élevage. La croissance rapide de la production animale a fait naître l'espoir d'une accélération du développement économique, mais aussi suscité la crainte d'inégalités sociales, de dégradations de l'environnement et d'atteintes à la santé publique. Des politiques efficaces et adaptées aux contextes nationaux sont nécessaires, selon la FAO, pour amplifier les opportunités liées au développement du secteur de l'élevage, tout en limitant les effets indirects indésirables.

Les notes d'orientation examinent les questions liées à la production animale, exposent des mesures politiques et présentent des exemples d'approches dont les résultats ont été probants. Ces notes ont été élaborées par la sous-division de l'information, de l'analyse sectorielle et des politiques en matière d'élevage (AGAL) de la FAO.

Les versions électroniques des dossiers sont accessibles sur : www.fao.org/ag/aga.html

► Campagne riz du ROPPA

Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a lancé un plaidoyer en faveur des filières riz de l'Afrique de l'Ouest. Un document présente l'importance stratégique de la riziculture, les difficultés dues aux règles commerciales actuelles et enfin les positions et propositions du ROPPA. L'objectif est d'amener les gouvernements et les Organisations d'intégration économique régionale (CEDEAO, UEMOA) à adopter des politiques et des mesures permettant aux producteurs de vivre dignement de leur métier et aux filières riz en Afrique de contribuer pleinement à la souveraineté alimentaire, à l'éradication de la pauvreté.

Dans plusieurs pays, le riz est la céréale dont la consommation moyenne par habitant est la plus élevée. Les niveaux de consommation en riz par habitant atteignent environ 70kg/

an pour le Mali et le Sénégal et 90 kg/ an pour la Guinée Conakry. Cette demande connaît une croissance d'environ 6%, c'est-à-dire plus forte que nulle part ailleurs au monde, du fait de la forte urbanisation, des changements dans les régimes alimentaires des populations et des déficits réguliers des céréales traditionnelles (sorgho, mil, maïs).

Le riz importé aujourd'hui représente un coût pour la nation et une dépendance alimentaire et économique. La production de riz en Afrique de l'Ouest ne couvre qu'environ 60% de la demande des populations. La conséquence est un accroissement massif des importations de riz. Aujourd'hui, un pays comme le Sénégal importe chaque année 600 000 tonnes de riz, équivalent à 150 millions de dollars. Au regard des tendances actuelles, selon les estimations de la FAO, les importations de riz en Afrique de l'Ouest seront de l'ordre de 6 à 10 millions de tonnes en 2020.

Au niveau des Etats, ces importations représentent et vont représenter des coûts énormes, autant de ressources en moins dans les balances budgétaires d'Etats déjà difficiles à équilibrer. De plus, cela fragilise les Etats de par la dépendance vis-à-vis des marchés/pays extérieurs pour l'alimentation de la population. De nombreux experts prévoient une tension croissante pour l'approvisionnement des pays ouest africains.

Pls d'infos sur

http://www.hubrural.org/pdf/roppa_plaidoyer_sur_le_riz.pdf

► Cameroun : Iya Mohammed, directeur général de la Sodécoton : « Nous allons perdre environ 11 milliards »

Le directeur général de la Société de développement du coton explique que la filière cotonnière du Cameroun était rentable jusqu'à l'année dernière avant que la chute des cours entraîne une perte de 11 milliards de francs CFA (plus de 16 millions d'euros) pour la campagne 2004/2005. Le déficit de cette seule année a ainsi vidé le fonds de soutien accumulé au cours des années précédentes. « *La filière cotonnière du Cameroun se portait bien. Nous avons pu la rentabiliser pendant les douze dernières années. Mais, pour la première fois, nous allons perdre de l'argent cette année car nous n'avons plus de réserves* », a déclaré Iya Mohammed. « *En une seule année, notre coton a connu une chute de 40% de cours.* » La baisse des cours s'explique par la surproduction mondiale.

Celle-ci s'explique à son tour par les subventions américaines et européennes. Qui dit surproduction dit excès de l'offre par rapport à la demande. C'est tout naturellement que les cours ne font que dégringoler.

Source : <http://fr.allafrica.com/stories/200512200303.html>